

SOCIÉTÉ • ÉDUCATION

Dans les écoles primaires, veillée d'armes avant le déconfinement

Organiser les classes, recenser les effectifs, ranger les jouets et tout désinfecter : avant le 11 mai, la liste des préparatifs est infinie. A Paris, Anne Hidalgo a affirmé lundi soir que « 15 % des élèves seraient accueillis », et seulement à partir du 14 mai.

Par Richard Schittly, Gilles Rof, Laurie Moniez, Violaine Morin et Jordan Pouille • Publié aujourd'hui à 03h48, mis à jour à 05h42

Article réservé aux abonnés



Une enseignante installe une salle de classe pour maintenir la distance sociale, dans une école privée de Saint-Sébastien-sur-Loire, le 4 mai. STEPHANE MAHE / REUTERS

A une semaine de la réouverture programmée des écoles maternelles et élémentaires, la communauté scolaire est plus que jamais inquiète, alors que l'exécutif semble s'enfermer dans sa promesse de rouvrir les établissements scolaires, « *de manière très progressive* » à partir du 11 mai. Lundi, devant les sénateurs, le premier ministre Edouard Philippe a rappelé la « *priorité sociale et républicaine* » de la réouverture des écoles, qualifiant le décrochage de « *bombe à retardement* ».

Lire aussi | Déconfinement : le plan du gouvernement rejeté par le Sénat

Dimanche 3 mai, 391 maires d'Ile-de-France, dont la maire de Paris Anne Hidalgo, ont signé une lettre ouverte, publiée sur le site de *La Tribune*, pour demander officiellement le report de la rentrée. Le premier ministre a semblé s'adresser à eux lorsqu'il a concédé, le 4 mai devant les sénateurs, que « *la situation ne sera pas identique dans toutes les communes* ». Et d'ajouter : « *Ne disons pas d'emblée que parce que cela ne serait pas possible partout, cela ne devrait avoir lieu nulle part.* »

Le protocole sanitaire de l'éducation nationale – qui a circulé à partir du 29 avril – a en effet surpris les directeurs d'écoles et les communes, par son ampleur et sa complexité. Il prévoit une batterie de mesures drastiques, insistant sur le lavage régulier des mains et le respect d'une distance d'un mètre

entre les personnes. On y lit également que tous les bureaux devront être espacés d'un mètre, les jeux partagés rangés, les récréations échelonnées, le matériel pédagogique désinfecté régulièrement, la circulation organisée dans les couloirs et dans les classes à l'aide d'un marquage au sol.

Lire aussi | Jeux prohibés et désinfections régulières : une batterie de mesures strictes pour rouvrir les écoles

Quelques jours pour tout organiser

Alors que les collectivités et les directeurs d'écoles n'ont plus que quelques jours pour tout organiser, de nombreuses mairies ont annoncé reporter la rentrée des élèves d'au moins quelques jours. La maire de Paris, Anne Hidalgo, a affirmé lundi soir dans les colonnes du *Parisien* que « 15 % des élèves seraient accueillis », et seulement à partir du 14 mai. « La préparation de rentrée ne se fait pas par médias interposés », a sèchement rappelé Jean-Michel Blanquer, lundi soir sur BFM-TV, avant de préciser que les 15 % d'élèves seraient en « roulement ». La même date du 14 mai est retenue à Roubaix, et à Lille – où les maternelles ne reprendront qu'à partir du 25 mai, « en fonction des retours des parents » et uniquement pour les grandes sections. Les élèves reprendront à partir du 18 mai à Montreuil et à Pantin (Seine-Saint-Denis).

Lire aussi | Réouverture des écoles : « Edouard Philippe et Jean-Michel Blanquer ont délégué une partie des décisions aux collectivités locales »

Pour les directeurs, la première difficulté est de faire face à l'angoisse des familles : celles qui attendent de renvoyer leurs enfants à l'école, comme celles qui ne le souhaitent pas. Les enseignants s'efforcent de calculer combien d'élèves reviendront. Bien souvent, ils ne sont pas très nombreux, mais l'accueil est de toute façon limité à 15 par classes en élémentaire, et 10 en maternelle. « L'organisation est très compliquée, car on ne sait pas exactement combien d'élèves vont revenir la semaine prochaine », confie ainsi une directrice d'école maternelle dans le 8^e arrondissement de Lyon, qui souhaite rester anonyme. La mairie a envoyé un questionnaire par mail à tous les parents, pour leur demander s'ils envisagent d'envoyer leurs enfants à l'école, et à la cantine. Mais dans ce quartier populaire, toutes les familles ne sont pas connectées. Alors la directrice les appelle au téléphone pour en savoir plus. « Beaucoup d'enfants ont des parents qui ne travaillent pas, précise-t-elle. Ils n'envisagent pas de les remettre à l'école. »

Dans les quartiers Nord de Marseille, un directeur d'école primaire REP+, qui ne souhaite pas être cité, indique avoir refusé de sonder les parents. « Je ne peux pas détailler les conditions sanitaires dans lesquelles leurs enfants seront accueillis, justifie-t-il. Je ne vais pas leur demander de se prononcer sur quelque chose d'aussi important sans éléments. » L'équipe pédagogique, en contact avec la quasi-totalité des familles, estime le nombre d'élèves prêts à retourner en classe à seulement une dizaine, sur 280 habituellement.

Priorité

A l'inverse, certains s'inquiètent de ces parents qui « demandent déjà des nouvelles ». Il faudra annoncer que l'école ne reprendra pas en présentiel pour leur enfant. A Paris, la mairie a demandé d'accueillir en priorité les enfants de soignants, d'enseignants, de policiers, de pompiers, de commerçants et d'employés des pompes funèbres, comme depuis plusieurs semaines déjà. A partir du 14 mai, l'accueil sera élargi aux enfants de salariés de la RATP et de la SNCF, aux élèves considérés comme à risque de décrochage, aux enfants en situation de handicap et aux niveaux dits « charnières » (grande section, CP, CM2).

Une directrice d'école maternelle de l'Est parisien a calculé qu'avec les enfants prioritaires, « on arrive facilement à une vingtaine d'élèves », à répartir entre les quatre enseignants présents – l'un d'entre eux a déjà annoncé qu'il ne pourrait revenir à l'école, pour des raisons de santé. A Pantin (Seine-Saint-Denis), la mairie a recommandé de ne pas accueillir « plus d'une trentaine d'enfants », rapporte une directrice d'école maternelle. « Qu'est-ce qu'on va dire aux parents qui vont nous amener leurs enfants au portail ?, s'inquiète-t-elle. Il y aura des parents qui comptent retourner travailler, mais dont les noms ne seront pas sur les listes. »

Dans de nombreuses écoles, l'accueil en petits groupes – qui alterneront le plus souvent au cours de la semaine – remet en cause le travail réalisé à distance depuis le 17 mars. Si les enseignants sont occupés la journée avec les demi-groupes, qui va s'occuper des élèves qui restent chez eux ? De plus, en fonction du nombre d'enseignants disponibles, les groupes ne correspondront pas forcément aux anciennes classes. Dans une circulaire mise en ligne lundi 4 mai, l'éducation nationale précise que les personnels « vulnérables » pourront s'occuper de l'enseignement à distance. « *Ça n'enchant pas les enseignants, qui vont se retrouver à gérer des élèves qui ne sont pas les leurs* », juge un directeur de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Les professeurs qui assurent un service complet dans l'école ne seront pas astreints à l'enseignement à distance, a également précisé l'éducation nationale.

Pour Juliette Bigot, directrice de l'école Mirabeau à Blois (Loir-et-Cher), ce problème est d'autant plus criant que son école classée REP+ accueille un public fragile. « *Il nous a fallu du temps pour accrocher les enfants à la scolarité à distance, rapporte-t-elle. Beaucoup d'entre eux ne parlent pas français lorsqu'ils rentrent à la maison. S'ils restent chez eux, comment feront leurs professeurs, qui devront dans le même temps s'occuper des enfants en classe ?* »

Paradoxe

L'articulation entre « présentiel » et école à distance est loin d'être le seul paradoxe de cette rentrée singulière. Car même si les enfants sont peu nombreux, les écoles doivent être prêtes à respecter les règles sanitaires prévues par le protocole de l'éducation nationale. Une directrice d'école primaire de Redon (Ille-et-Vilaine) raconte par exemple avoir déboulonné une porte pour éviter que les élèves ne la touchent. « *Il faut enlever une partie du mobilier dans chaque classe, pour espacer les bureaux* », explique-t-elle, mais aussi indiquer au sol un sens de circulation pour éviter que les élèves ne se croisent. Dans les classes de maternelle, tous les jeux seront rangés, et remplacés par des petites tables individuelles. « *Chaque enfant aura un bac personnel avec son matériel, précise la directrice. Un pot à crayons, un puzzle, un jeu de construction chacun. Au bout de quelques jours, on fera tourner les jeux, après les avoir désinfectés.* »

A Paris, la directrice citée plus haut a déjà retiré tous les jeux en bois de ses salles de classes, car ils sont « *les plus difficiles à nettoyer* ». Mais pour le toboggan de la cour, elle ne sait pas trop quoi faire. « *A lire le protocole, il faudrait le désinfecter à chaque fois qu'un enfant glisse dessus* », remarque-t-elle, perplexe. A Blois, la mairie a pris les devants sur le sujet : « *Nous planchons actuellement sur les sens de circulation et la fermeture des jeux à la rubalise* », précise l'adjoint au maire en charge des questions d'éducation, Benjamin Vétélé.

« Attacher des lacets à distance, je n'ai jamais su faire. Et pourtant, j'ai de l'expérience »

Une directrice parisienne

Partout, la question du respect des « gestes barrières » se pose, alors que le protocole sanitaire précise qu'une distance d'un mètre doit être respectée en toute circonstance. Dans les situations où ça n'est pas possible, les enseignants doivent porter un masque. A ce sujet, les directeurs d'écoles maternelles sont évidemment les plus inquiets. « *Attacher des lacets à distance, je n'ai jamais su faire. Et pourtant, j'ai de l'expérience* », ironise la directrice parisienne. « *Notre grosse inquiétude, c'est le respect des gestes barrières des plus petits*, indique le directeur de l'école primaire Legouvé de Roubaix (Nord), Benoît Tirmarche. *Si on applique strictement le protocole, cela va presque s'apparenter à de la maltraitance affective : ils vont devoir rester assis sur leurs chaises toute la journée, sans pouvoir se mélanger.* »

D'une ville à l'autre, les mairies n'ont pas priorisé les mêmes sujets, de sorte que partout, des questions persistent. Quid de la cantine ? Le protocole précise que les repas pourront être pris dans les classes, si les conditions sanitaires ne peuvent pas être respectées dans les réfectoires. Certaines communes ont déjà tout organisé : la Ville de Roubaix, par exemple, a choisi d'assurer un menu unique, sans viande, avec un maximum de repas chauds. A l'école Legouvé, ces repas seront servis sur une pause méridienne qui pourrait être élargie de 11 h à 14 h au lieu de l'habituelle 11 h 30-13 h 30, et ce pour éviter que des groupes trop nombreux ne se croisent au réfectoire. A Paris, « *la question n'est pas*

tranchée », indique Anne Hidalgo à nos confrères du *Parisien*, entre manger à la cantine et organiser un « *portage* » des repas dans les salles de classe.

Enfin, une question reste en suspens : « *Que va-t-on faire avec nos élèves ?* », s'interrogent de nombreux directeurs d'école. Alors que la plupart des jeux collectifs sont proscrits, les enseignants vont devoir déployer des trésors d'inventivité pour occuper les plus petits. « *Nous expliquons aux parents que l'école va reprendre dans une configuration spéciale, qu'on ne pourra pas faire la classe et l'apprentissage comme d'habitude* », indique la directrice lyonnaise. Pour beaucoup, l'école entre la mi-mai et la fin juin ressemblera plutôt à une « *grande garderie* » où l'objectif gouvernemental de lutte contre le décrochage risque fort, hélas, de ressembler à un vœu pieux.

Richard Schittly (Lyon, correspondant), **Gilles Rof** (Marseille, correspondant),
Laurie Moniez (Lille, correspondance), **Violaine Morin** et **Jordan Pouille**